



© Marc Sinistaj

Michaël Delafosse, président de Montpellier Méditerranée Métropole, maire de Montpellier

“
L'ensemble des élus est engagé pour dégager des marges de manœuvre, préserver les services publics et pour que dans tous les domaines, nous soyons très rigoureux avec l'argent public
 ”

Agir pour les services publics face à la réalité de la crise de l'énergie

Chers habitants des communes de notre métropole, Notre pays est frappé, après le Covid, par une nouvelle crise : celle de l'énergie. Les prix s'envolent. Pour les entreprises, les hôpitaux et les collectivités locales, il n'existe pas de bouclier tarifaire. Cette crise impacte fortement tous les budgets : celui de notre métropole de près de 24 millions d'euros. L'augmentation du coût des matières premières impacte également les politiques publiques et les chantiers, en pesant sur nos finances. Mon devoir est de vous indiquer cette réalité : elle nous oblige. Le choix des élus est de tout faire pour maintenir les services publics ouverts : vos piscines, vos médiathèques, nos lieux de pratiques du sport et de la culture.

Pour surmonter cette réalité financière, notre priorité absolue est d'être plus sobre dans notre consommation d'énergie ; de nombreuses mesures ont été adoptées en ce sens. Nous devons également agir pour que chaque service rendu aux habitants le soit avec efficacité dans un coût raisonnable. Dans cet esprit, l'ensemble des élus est engagé pour dégager des marges de manœuvre, préserver les services publics et pour que dans tous les domaines, nous soyons très rigoureux avec l'argent public. À titre d'exemple, nous engageons un travail de sensibilisation massif sur les déchets. La faiblesse du tri du verre représente une facture de 6 millions d'euros. Nous accélérons le déploiement du LED dans l'éclairage public, qui représente une économie de près de 80 % par point lumineux rénové, ou encore le passage de tous nos véhicules à l'électrique.

Nous cherchons également à produire notre propre énergie, avec la construction d'une chaufferie bois à proximité de l'avenue de Toulouse à Montpellier et allons déployer 3 500 m² de panneaux solaires dans les six prochains mois sur le parc du bailleur social ACM HABITAT.

Toutes les politiques publiques vont donc être interrogées pour affronter après le Covid ce nouveau nuage qu'est la crise de l'énergie. Ces choix, nous les faisons et les assumons pour préserver nos investissements pour la qualité de vie de notre territoire, qui contribuent à préserver et créer de l'emploi.

J'alerte, comme de nombreux autres élus, le gouvernement pour qu'il adopte un tarif réglementé de l'énergie et un bouclier tarifaire ; sans quoi beaucoup renonceront aux investissements, au risque d'entraîner le pays dans une récession qui serait socialement désastreuse.

La Métropole est toute entière engagée pour défendre les intérêts de ses habitants.